

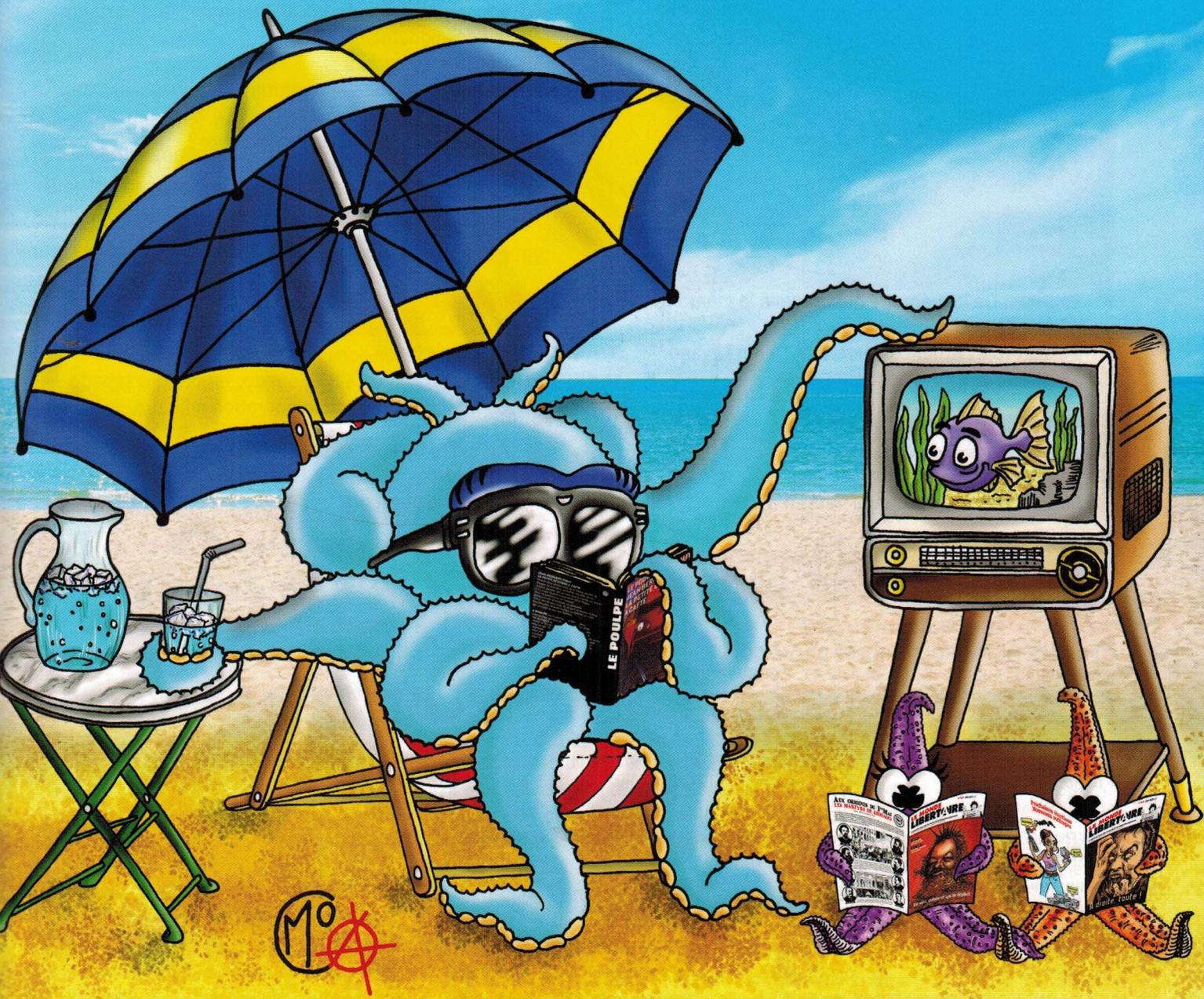
LE MONDE LIBERTAIRE

N°1841 ÉTÉ 2022 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES



LE TEMPS DE VIVRE



TERRAINS DE LUTTES p.10

**LE SNU : RADICALEMENT
OPPOSÉ AUX INTÉRÊTS
DE LA JEUNESSE**

RÉFLEXIONS p.56

**LA VIOLENCE SOCIALE
NE SE VOIT PAS, POURTANT
ELLE EST RAREMENT CACHÉE**

CULTURES p.62

**PARUTION DE « GUERRE
EN UKRAINE, GÉOPOLITIQUE
DES EMPIRES**

CONGRÈS DE LA LIBRE PENSÉE

Le 23 avril dernier, au Cercle des Beaux-arts de Madrid, s'est déroulé le VIII^e Congrès de l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP). Le Congrès avait été précédé de la publication d'un Dossier sur « L'Espagne rouge et noir » dans la revue de la Libre pensée, *L'Idée Libre*, organe des libres penseurs français, une édition également parue en castillan comme nos lecteurs le savent déjà. Le Congrès se tenait sous le titre « *L'école laïque et la laïcité dans l'enseignement. Les attaques à la liberté de conscience dans l'école d'aujourd'hui* ».

La salle du Congrès était équipée d'un grand écran et d'un service de traduction simultanée. La première chose qui m'a frappé, a été de constater que j'étais le seul correspondant de presse. Je ne sais pas s'il y avait eu peu de publicité autour du Congrès ou si la Libre Pensée n'intéresse pas les médias, pas même la presse militante.

Le Congrès a été inauguré par Juanjo Pastor (Europa Laica) et Christian Eyschen (AILP) qui ont souhaité la bienvenue aux congressistes et remercié le groupe organisateur avant de critiquer la présence de la religion dans l'enseignement et aborder le sujet de l'alliance entre confessions religieuses et extrême-droite.

Francisco Delgado, qui présentait Carmen Rodriguez Martinez, en a profité pour critiquer le système éducatif espagnol. Carmen Rodriguez a mis ensuite l'accent, dans son intervention, sur les attaques portées par l'extrême-droite à la laïcité ainsi que sur les attaques à l'éducation dans le sens de la non-mixité, de la globalisation (néo-libéralisme et mercantilisme) et du rendement (privatisation).

Après la pause-café, Pablo Toral a annoncé la communication de Keith Porteus Wood sur l'éducation en Europe du Nord-ouest (qui a été lue en raison de son absence pour empêchement) et celle d'Hector Sanchez sur sa lutte pour le retrait des signes religieux de son lycée au moyen de la loi. Cela lui a été impossible face au refus de la direction de cet établissement public. J'ai eu envie de lui expliquer qu'à l'époque où j'étais lycéen, sans recourir à la loi, nous avions éliminé les signes religieux de mon lycée. C'était une autre époque et nous pratiquions l'action directe. Sa communication a été suivie de celle de Christophe Bitaud, qui a parlé du syndicalisme enseignant et de la laïcité en France. Puis Maria Mantello a parlé de l'heure de religion

et des tentatives de cléricisation des écoles publiques en Italie.

Après la pause déjeuner, Nuria Gallego Garcia et Francisco Delgado ont présenté la Charte de la Laïcité Scolaire, un projet d'Europa Laica pour l'année scolaire 2022-2023, avec pour objectif de l'intégrer dans le cadre des valeurs constitutionnelles et de défense des Droits de l'Enfance.

Même si les « valeurs constitutionnelles » ne nous motivent pas, nous reproduisons ici la Charte pour information :

1. L'État espagnol n'a pas de religion, par conséquent le système éducatif doit rester neutre sur la question religieuse. L'enseignement de la religion n'a pas sa place dans le cadre du cursus scolaire.

2. Les établissements d'enseignement seront régis par les principes établis par la Déclaration Universelle des Droits Humains et par les Traités sur les Droits de l'Enfance.

3. Les élèves ont droit à une éducation civique et culturelle commune ainsi qu'à une éducation transversale fondée sur la liberté de conscience sans endoctrinement quel qu'il soit.

4. L'éducation doit être intégrale. L'école a le devoir d'offrir aux élèves toutes les conditions nécessaires au développement de leur personnalité et leur esprit critique, afin qu'ils et elles puissent faire leurs propres choix quant à leurs convictions.

5. La religion et les multiples convictions relèvent du domaine privé. Toute personne faisant partie du système éducatif est libre de croire ou de ne pas croire, de son appartenance ou pas à une religion donnée.

6. Les établissements scolaires doivent éviter tout type de discrimination pour raison de sexe, naissance, ethnie, opinion et conviction religieuse, ou de toute autre nature.

7. L'affichage de signes religieux, de prosélytisme ou d'une idéologie en particulier n'ont pas leur place dans les établissements scolaires; de même, ils ne devraient pas porter de noms religieux ou liés à des idéologies exclusives.

8. Les élèves et l'ensemble de la communauté éducative peuvent exprimer n'importe quelle opinion religieuse ou idéologique, mais de façon respectueuse, jamais ostentatoire, dans le cadre du Projet Éducatif de l'Établissement et du Plan Général Annuel, qui seront laïques.

Obdulia Alvarez a ensuite présenté la table ronde sur « *Les attaques à la liberté de conscience dans l'école d'aujourd'hui* », où Elbio Laxalte a rendu compte de l'expérience laïque en Uruguay -où l'Église est en train de s'imposer— de l'indépendance à nos jours. Juste un détail : sur les trois



AU CONGRÈS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

universités du pays, l'une est publique, une autre appartient aux Jésuites et une autre à l'Opus Dei. Viennent ensuite les interventions de Luis Vega, d'Almudena Viller, qui présente un calendrier scolaire alternatif aux fêtes religieuses, et enfin d'Enrique Javier Diez.

“ Une législation laïque ne sert à rien si ensuite l'Église, pouvoir factieux par excellence, fait en sorte que ce pouvoir torpille les lois. ”

Après une nouvelle pause-café, le Congrès se poursuit avec la dernière série de communications, coordonnée par Enrique Javier Diez. Elle commence avec l'intéressant récit de Fernando Arias Fernández-Pérez sur la diffusion de la laïcité parmi les élèves du Secondaire dans le village de la Communauté de Madrid, Rivas-Vaciamadrid; ensuite Alicia Podesta (par visioconférence depuis l'Uruguay) parle de « *Laïcité et liberté de conscience : deux principes fondamentaux pour l'éducation* ». Puis Miguel Angel Lopez Muñoz parle à la table des « *Principes éducatifs et le système juridique propres à l'Espagne : clés pour une critique* », un exposé très clair sur le poids de la religion dans la législation espagnole. Il est relayé par Jaime Ruiz Reig avec « *Laïcité, éducation et droits de l'Enfance* ». La dernière intervention est celle de José Manuel Fernández Santana, « *Renforçons la pensée critique* », qui parle de la liberté de conscience et de la religion dans le cursus scolaire.

“ Il ne suffit pas de légiférer, il faut lutter. ”

Après un temps de débat, ont lieu la lecture des conclusions et la clôture du Congrès. Mes conclusions ont été différentes, puisque j'exerce la critique libertaire. Pendant tout le Congrès, l'ordre juridique institutionnel a été défendu, et les différentes interventions ont démontré, dans tous les cas rapportés, que la loi restait lettre morte. Une législation laïque ne sert à rien si ensuite l'Église, pouvoir factieux par excellence, fait en sorte que ce pouvoir torpille les lois. Cette législation ne sert à rien si on ne fait pas réellement barrage à l'Église, et on n'y arrivera que par l'opposition en bloc de la population organisée et la suppression des privilèges ecclésiastiques et de ses subventions publiques. Si nous voulons vraiment faire sortir la religion des écoles et de nos vies, il ne suffit pas de légiférer, il faut lutter.

A. G.

Texte publié par A.G., rédacteur de *Tierra y Libertad* (FAI Ibérique). Numéro de Mai-Juin 2022, traduit de l'espagnol par Monica Jornet.

A. G. a publié à la suite le texte « Éducation intégrale, laïcité intégrale : Les libertaires et l'enseignement » de Monica Jornet que nous reproduisons dans la rubrique « Réflexions » de ce Monde libertaire, page 44